

COMMUNE D'ETOILE SUR RHONE
N° ST 2016.294

FC/CC

ARRETE DU MAIRE

Le Maire de la Commune d'ÉTOILE SUR RHONE,

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article R153 18,

Vu la délibération 2014-12 du Conseil Municipal du 6 février 2014 approuvant le plan local d'urbanisme,

Vu l'arrêté interpréfectoral n°2015267-0001 du 24 septembre 2015, instituant les servitudes d'utilité publique « d'effets » prévues aux articles L555-16 et R555-30b du code de l'environnement à proximité de la canalisation de transport de gaz entre ST MARTIN DE CRAU (13) et ST AVIT (26) dénommé ERIDAN,

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté,

ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'ETOILE SUR RHONE est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe du PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : Les documents de mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Le Présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble
Affiché le 24/11/16

Fait à ETOILE SUR RHONE,
Le 10 novembre 2016,
Le Maire

Françoise CHAZAL

A4	DDT de la Drôme - SEFEN	La Lauze : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté Préfectoral	5121	02-12-1968	DUP
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	La Moutone : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté Préfectoral	5121	02-12-1968	DUP
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	La Véore : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté Préfectoral	5121	02-12-1968	DUP
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	Le Lambert : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté Préfectoral	5121	02-12-1968	DUP
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	L'Ozon : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté Préfectoral	5121	02-12-1968	DUP
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	Ruisseau d'Arcette : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté Préfectoral	5121	02-12-1968	DUP
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	Ruisseau de Jalatte : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté Préfectoral	5121	02-12-1968	DUP
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	La Granette : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté Préfectoral	5121	02-12-1968	DUP
A5	Commune	Servitude pour l'établissement de canalisations publiques d'évacuation des eaux pluviales - quartier du cimetière	Arrêté Préfectoral	2013325-0039	21-11-2013	Institution de servitudes
AC1	Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP)	Eglise Notre-Dame : Eglise	Arrêté ministériel		26-09-1908	Classement
AC1	Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP)	Porte fortifiée : Ancienne porte fortifiée servant d'entrée au château de la Boisse	Arrêté ministériel		21-10-1926	Inscription
AC1	Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP)	Site antique de Beauvallon : Chapelle	Arrêté SGAR	90-228	16-07-1990	Inscription
AC2	DREAL Auvergne Rhône-Alpes - Mobilité Aménagement Paysage	Ensemble formé sur la commune par le village	Arrêté Ministériel		08-05-1972	Inscription
AS1	ARS - Délégation Territoriale Départementale de la Drôme	Protection sanitaire du captage d'eaux souterraines sur l'île d'Eyrieux situé sur la commune de Beauchastel (Ardèche)	Arrêté Interpréfectoral	2014021-0013	21-01-2014	Modification
EL11	Direction Interdépartementale des Routes Centre-est	Interdiction d'accès sur les déviations de la RN7 - Porte-les-Valence, Étoile-sur-Rhône	Décret		08-01-1981	
EL3	Service de la Navigation Rhône-Saône	Servitudes de halage et marchepled le long du Rhône	Décret		27-07-1957	DUP
I1	Société du pipeline Méditerranée-Rhône SPMR	Pipeline Méditerranée - Rhône / SPMR	Non renseigné		29-02-1968	DUP
I1b	Société Trapiil - Oléoducs de Défense Commune	Oléoduc de Défense Commune (O.D.C.) / MARSEILLE - LANGRES	Décret	6382	04-02-1963	Modification
I3	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Canalisation GrtGAZ ÉRIDAN de St-Martin-de-Crau à Saint-Avit, servitudes de passage.	Arrêté Interpréfectoral	2014300-0001	27-10-2014	DUP

Vue par dossier annexé à l'arrêté 2016-294 en date du 10 novembre 2016 Page 1 de 2

Type	Gestionnaire	Description	Acte	N°	Date	Objet
I4	RTE - Centre Développement Ingénierie	63 KV LORIOL-GERBA / LORIO MOUR5 1 - Aérien	Décret		21-05-1957	DUP
PM1	Direction Départementale des Territoires - Service Aménagement, Territoires et Risques	Plan de Prévention des Risques d'inondation du Rhône et de la Véore sur Étoile	Arrêté Préfectoral	04-5532	30-11-2004	Approbation
PT2	FRANCE TELECOM	Liaison hertzienne Livron - Valence / tronçon Livron - Valence	Décret	PTTT8700171D	22-07-1987	Approbation
PT2	FRANCE TELECOM	Liaison hertzienne Lyon-Marseille / tronçon St-Romain-de-Lerps - Montjoyer	Décret		04-01-1974	Approbation
PT3	FRANCE TELECOM	câble F004 tr.1 - Valence - Le Pontet (Valence - Montélimar)	Arrêté Préfectoral		29-05-1991	Institution de servitudes
T1	SNCF	Ligne SNCF Paris - Lyon - Marseille	Décret			DUP
TMD	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Servitudes d'Effets autour de la canalisation GrtGAZ ÉRIDAN de St-Martin-de-Crau à Saint-Avit.	Arrêté Interpréfectoral	2015267-0001	24-09-2015	Institution de servitudes

**COMMUNE d 'ETOILE SUR RHONE
MODIFICATION SIMPLIFIEE n°1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification simplifiée n°1

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 25 octobre 2016

Date de transmission au Préfet : 27 décembre 2016

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : à compter du 3 novembre 2016
- Insertion dans la presse : 7 novembre 2016

Contrôle de légalité:

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire:	27 décembre 2016
--	-------------------------

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale

Tanguy QUEINEC

Affichage le 3/11/16
au 13.12.16.

TRANSMIS
EN PREFECTURE
LE 28/10/2016
026-212601249-20161027-
2016109-DE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 25 octobre 2016

L'an deux mille seize, le vingt-cinq octobre à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune d'ETOILE SUR RHONE, dûment convoqué le 18 octobre 2016, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise CHAZAL, Maire d'ETOILE SUR RHONE.

Présents (20) : Mme Françoise CHAZAL, M Serge BERTINET, M Yves PERNOT, M Roland ROUVEYROL, Mme Christiane PERALDE, M Serge GALVE, Mme Carine COURTIAL, Mme Florence CHAREYRON, Mme Fabienne BARBET, Mme Valérie LECLERE, Mme Marie-Claire FAURE, Mme Sandrine TURQUET CHOSSON, M François BERTA, M Frédéric MESTRALLET, M Jean-Claude METRAILLER, M Adrien CHAPIGNAC, Mme Isabelle LEO, M Benjamin SIRVENT, Mme Ghislaine MONNA, M Laurent DOUDAIN.

ABSENTS EXCUSES

Ayant donné POUVOIR (7) :

M Patrick ISERABLE à M. Serge BERTINET
Mme Nathalie DUCROS à Mme Françoise CHAZAL
Mme Christine JARGEAT à Mme Carine COURTIAL
M Jean Christophe CHASTANG à Mme Florence CHAREYRON
Mme Emilie FRAISSE à M Laurent DOUDAIN
Monsieur Jean-Pierre DEBAYLE à M Benjamin SIRVENT
Mme Florence ZABLOCKI à Mme Ghislaine MONNA

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Mme Valérie LECLERE est désignée secrétaire de séance.

**D 2016 109 BILAN DE LA MISE A DISPOSITION AU PUBLIC ET APPROBATION
DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU**

Monsieur ROUVEYROL rappelle qu'une procédure de modification simplifiée a été mise en place afin de permettre :

- L'adaptation de l'article 12, zone UA, du PLU aux évolutions réglementaires du code de l'Urbanisme suite à la suppression de la PNRAS (Participation pour Non Réalisation d'Aire de Stationnement).

- La rectification d'une erreur matérielle : dans la version antérieure du PLU, approuvé le 14 février 2008, en zone UA le changement de destination des locaux à usage de commerce était interdite par l'article UA1. En 2014, les élus ont souhaité étendre cette interdiction à la route de Montoisson, zone UB, où se trouve une épicerie de proximité. L'ajout de cette précision a conduit à supprimer, par erreur, l'interdiction dans le centre du village.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2122-21 et L2122-22,

Vu le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-45 à L153-48, R153-1 et suivants, R153-36 et suivants,

Vu le PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2014 et mis à jour le 23 mars 2015,

Vu la délibération 2016 -72 en date du 30 juin 2016 définissant les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du PLU,

Vu la notification par courrier en date du 20 juin 2016 du projet de modification simplifiée au Préfet de la Drôme, au Président de la Communauté d'Agglomération Valence Romans Sud Rhône Alpes, au Président du Conseil Départemental, au Président du Conseil Régional, au Président de la Chambre d'Agriculture de la Drôme, au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme, au Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Drôme, à l'Agence Régionale de Santé de Valence, au Centre Régional de la propriété forestière Rhône Alpes, à la Direction Départementale des Territoires - Service Agriculture de Valence, Direction Départementale des Territoires Unité territoriale Nord de Valence, au Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de Valence, à France Domaines de Valence, Direction Régionale des Affaires Culturelles - Service Régional de Archéologie de Lyon, à la Direction régionale de l'Environnement, de Unité Territoriale Drôme – Ardèche de Valence et à la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône Alpes de Lyon,

Vu les avis des personnes associées et des personnes publiques consultées au cours de la modification simplifiée du PLU,

Vu l'avis de la commission urbanisme en date du 18 octobre 2016,

1) Bilan de la mise à disposition du public

Conformément à la délibération 2016-72 en date du 30 juin 2016 :

- Le projet de modification simplifiée et l'exposé de ses motifs ont été mis à la disposition du public avec un registre d'observation. Cette mise à disposition du dossier s'est déroulée du 12 septembre au 12 octobre 2016 inclus.

- Un avis précisant l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pouvait consulter le dossier et formuler ses observations a été affiché en mairie et aux écoles publiques de la commune pendant toute la durée de la mise à disposition.

- Un avis d'information est paru dans la presse départementale (Dauphiné Libéré) le 29 août 2016.

Le registre d'information ne contient pas d'observation.

2) Avis des personnes publiques associées et leur prise en compte :

La commune a reçu six avis des personnes publiques associées :

- **Le Conseil Départemental de la Drôme :** Au titre des déplacements, le Conseil Départemental précise qu'il serait souhaitable que la commune prenne et annonce en parallèle toutes les mesures nécessaires pour offrir aux futurs habitants de ces logements, des parkings de proximité et ainsi éviter les stationnements inopportuns dans les traverses d'agglomérations et notamment sur les routes départementales.

- **La Chambre de Commerces et d'Industrie de Valence :** Afin de compléter la mesure d'interdiction de changement de destination, il pourrait être proposé d'interdire les commerces dans les zones d'habitat pavillonnaire périphériques. Pour aller plus loin, il pourrait être envisagé d'instaurer un périmètre de protection commerciale qui permettrait d'interdire certaines activités qui ne relèvent pas du commerce de détails.

- **La Communauté d'Agglomération Valence Romans Sud Rhône Alpes :** Concernant la compétence « Création, aménagement et gestion d'aires d'accueil des gens du voyage, y compris pour les sédentaires : lors d'une future modification/révision du PLU, il importera de travailler au repérage d'un terrain pour la réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage conformément à l'obligation légale qui est faite à la commune pour l'horizon 2020.

- **La Direction départementale des territoires – Unité Territoriale Nord :** aucune remarque

- La Direction régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes :
aucune remarque

- La Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du
logement – Auvergne-Rhône-Alpes : aucune remarque

Monsieur ROUVEYROL précise que s'agissant de l'avis de la CCI, les commerces sont déjà interdits en zone UB par conséquent il n'y a pas lieu d'apporter de nouvelles modifications pour répondre favorablement à l'avis de la CCI. Sur le second point, compte tenu du nombre important de locaux vacants en centre-bourg, il est proposé de ne pas tenir compte de la remarque afin de ne pas augmenter les contraintes.

S'agissant de l'avis de la Communauté d'Agglomération Valence Romans Sud Rhône-Alpes, ce point sera traité lors d'une procédure de révision.

S'agissant de l'avis du Conseil Départemental, il est précisé que dans le cadre des aménagements urbains, un projet de parking de 45 places est envisagé.

Le Conseil Municipal

Après en avoir délibéré

Décide à l'unanimité

- **APPROUVER** le bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1 du PLU ;

- **APPROUVER** le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU dans sa version initiale

- **AUTORISER** Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires.

ETOILE SUR RHONE,
Le 27 octobre 2016
Le Maire

Françoise CHAZAL

La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux de la commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal



COMMUNE D'ETOILE SUR RHONE
N° ST 2015.225 Original

COPIE
POUR INFORMATION

FC/CC

ARRETE DU MAIRE

Le Maire de la Commune d'ÉTOILE SUR RHONE,

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article R123.22,

Vu la délibération 2014-12 du conseil municipal du 6 février 2014 approuvant le plan local d'urbanisme,

Vu l'arrêté interpréfectoral n°2014300-0001 du 27 octobre 2014, portant déclaration d'utilité publique les travaux de constructions et d'exploitation de la canalisation de transport de gaz entre SAINT MARTIN DE CRAU (13) et SAINT AVIT (26), projet dénommé ERIDAN, emportant mise en comptabilité des documents d'urbanisme des communes concernées, dont la commune d'ÉTOILE SUR RHONE, et instituant des Servitudes d'Utilité Publique de passage prévues aux articles L555-27 et R555-30 a) du code de l'environnement, au bénéfice de GRT gaz,

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté,

ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'ÉTOILE SUR RHONE est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe du PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : Les documents de mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiche en Mairie durant un mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Le Maire certifie le Caractère exécutoire du présent arrêté qui peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif.
Notifié à l'entreprise le 23 mars 2015

Fait à ÉTOILE SUR RHONE le 23 mars 2015

Le Maire,

Françoise CHAZAL



COMMUNE D'ETOILE SUR RHONE
N° ST 2014.260

Original

JCC/DCE

ARRETE DU MAIRE

Le Maire de la Commune d'ÉTOILE SUR RHONE,

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article R123-22,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 6 février 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013325-0039 du 21 novembre 2013 instituant une servitude pour l'établissement d'une canalisation publique d'évacuation des eaux pluviales « quartier du cimetière » sur le territoire de la commune d'Etoile-sur-Rhône,

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté

ARRETE

Article 1 : le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Etoile-sur-Rhône est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe du PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Le Maire certifie le Caractère exécutoire du présent arrêté qui peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif.
Notifié à l'entreprise le 22 mai 2014

Fait à ETOILE SUR RHONE, le 12 juin 2014

Pour le Maire l'Adjoint délégué à l'urbanisme, aux travaux et à l'environnement,

Jean-Christophe CHASTANG



27 FEV. 2014

Valence, le

COMMUNE D'ETOILE-SUR-RHÔNE
APPROBATION de la REVISION
du PLAN LOCAL D'URBANISME

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 06 février 2014

Date de transmission au Préfet : 11 février 2014

Mesures de publicité :

- a) Affichage en mairie : 10 février 2014
- b) Insertion dans la presse : « Le Dauphiné Libéré » du 13 février 2014
- c) insertion au recueil des actes administratifs :

Contrôle de légalité

Date de la lettre au maire :

- Date à laquelle la délibération devient exécutoire	11 mars 2014
--	--------------

P/Le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques,
La responsable du Pôle Aménagement par intérim,

A. LAPAIX

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 6 février 2014

L'an deux mil quatorze, le 6 février à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune d'ETOILE SUR RHONE, dûment convoqué le trente janvier 2014, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Sandro DUCA, Maire d'ETOILE SUR RHONE.

PRESENTS (19) :

M. DUCA, M. DEBAYLE, MME GUIGON, M. LEROY, M. GASTEAU, MME BUIRET-MONTAGNY, MME CHABANEL, MME AVIGNON, M GAUTIER MME AUDRAS, MME ARTIGE, MME COURTIAL, M DATIN, M METRAILLER, M CHASTANG, MME CHAZAL, MME DUBOIS, M. GALVE, M BERTA

ABSENTS EXCUSES (4) :

Ayant donné pouvoir

Mme BEVILACQUA à MME GUIGON

MME MARIGLIANO à MME ARTIGE

MME POURRET à MME CHABANEL

M MORENO à M DATIN

ABSENTS (4)

N'ayant pas donné pouvoir

Mme BEURTHERET

M LERAY

M GENIN

M JOURDAN

D 2014 – 12 APPROBATION DE LA REVISION DU PLU

Vu la délibération en date du 24 juin 2010 prescrivant la révision du PLU et définissant les modalités de concertation en application de l'article L300-2 du code de l'Urbanisme,

Vu le débat au sein du Conseil Municipal en date du 10 mai 2011 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2013 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté du maire en date du 27 septembre 2013 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,

Vu les avis des personnes publiques associées et consultées,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2014 modifiant le projet de Plan Local d'Urbanisme après enquête publique,

Considérant que le projet de PLU tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme ;

Après avoir délibéré


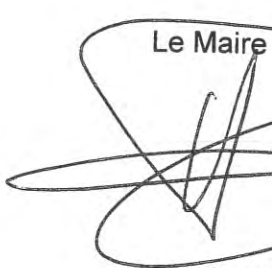
Le conseil municipal

DECIDE à 17 pour et 6 abstentions (M BERTIA, M METRAILLER, M CHASTANG, MME DUBOIS, MME CHAZAL, M GALVE)

- **D'APPROUVER** le PLU tel qu'il est annexé à la présente
- **D'INDIQUER** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public ; mention de cet affichage sera en outre insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département
- **D'INDIQUER** que la présente délibération sera exécutoire :
 - Dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications
 - Après accomplissement des mesures de publicité

ETOILE SUR RHONE, le 7 février 2014

Le Maire



Sandro DUCA

La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal

